

Evolution de l'Etat d'ici à 2025	
Devenir de l'Etat	Du fait d'une crise financière du type Espagne - Portugal 2010, qui culmine en 2020, l'Etat prend des mesures drastiques qui obligent à un aggiornamento à la fois missionnel et organisationnel : révisant ses missions à la baisse, il concentre donc son action sur les obligations issues de ses engagements européens et internationaux.
Organisation de l'Etat	Le recentrage sur le domaine régalien renvoie le reste à la décentralisation (nouvel acte) , à la délégation des missions non régaliennes, ainsi qu'à la mutualisation des fonctions support des administrations centrales et à la complète interministérialisation des services déconcentrés (création de directions régionales interministérielles DRI).
Déclinaison territoriale de l'Etat	L'échelon régional est réorganisé en une DRI, l'échelon départemental disparaît au profit d'unités territoriales
Contraintes (budget, environnement, économie, ...)	<ul style="list-style-type: none"> . L'UE s'adapte en mettant en place des constructions à géométrie variable et des associations à la carte : son projet moins lisible conserve une indéniable vigueur. . Du fait d'une crise financière majeure, l'Etat réduit son budget à compter de 2021 de 5% par an soit de 18,5% sur les 10 ans, conduisant à une contraction très significative de ses effectifs. . La société française vieillit. Une nouvelle réforme des retraites (départ à taux plein à 65 ans, convergence totale entre secteurs public et privé, suppression des régimes spéciaux) entre en vigueur en 2020, elle entraîne entre 2021 et 2025 sur le périmètre de l'étude le décalage de 540 départs à la retraite sur 1935 prévisibles. . La PAC 2020 réforme le contenu du 1^{er} pilier (orientation nettement sociale : aides à l'exploitation et à l'emploi de type RMI ou RSA) tout en consolidant l'élan environnemental (un 2^{ème} niveau de rémunération pour des services environnementaux ou territorialisés, un 3^{ème} encourageant la transition vers des systèmes d'agriculture durable) . La température de la planète progresse de 0,1 à 0,2°C par décennie ce qui conduirait à subir en 2100 une hausse de température de près de 1,8°C, l'enjeu environnemental reste sensible pour tout ce qui touche à la politique agricole.
Devenir du MAAF et de ses opérateurs	Le MAAF, « réparti » en interministériel, devient un secrétariat d'Etat à l'agriculture, à l'agroalimentaire et à la forêt (SEAAF) auprès du ministre en charge de l'environnement : la DGER à l'EN, la DGPE à l'Economie, le restant au MEEM. Certains opérateurs sont regroupés. Le niveau régional (DRI) devient la tour de contrôle du suivi des délégations et l'échelon opérationnel des alertes et des crises. Les DDT et les DDCSPP disparaissent au profit d'unités territoriales (UT) rattachées à la DRI.

Indicateur	FO1 (Agriculture et filières)	FO2 (GDT)	FO3 (Agronomie)	FO4 (Forêt-bois)	FO5 (SSA)	FO6 (Stat. et SI)	FO7 (Expl. agricoles)
------------	-------------------------------	-----------	-----------------	------------------	-----------	-------------------	-----------------------